



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

conseils européens

Question au Gouvernement n° 506

Texte de la question

CONSEIL EUROPÉEN

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Nicole Ameline. Ma question s'adresse au Premier ministre et, en son absence, à M. le ministre des affaires européennes.

Le Conseil européen s'ouvre sur une perspective de compromis budgétaire qui n'affecte pas, à ce stade de la discussion, les intérêts vitaux de l'Europe, en particulier ceux de la France - je pense à la politique agricole commune, élément clé notre souveraineté nationale et européenne et dont le groupe UMP a toujours affirmé le caractère non négociable.

Le groupe UMP souhaite naturellement qu'un accord soit trouvé avec nos partenaires sur le budget de l'Union pour la période 2014-2020.

Les négociations sont complexes, nous le savons, elles l'ont toujours été, mais nous pensons que cette discussion fondamentale débouchera sur une issue favorable.

Cependant, nous nous inquiétons des conditions dans lesquelles la France arrive à la table des négociations. Force est de constater que notre pays est isolé.

Dans cette discussion budgétaire, comme dans la conduite courageuse, mais si peu soutenue, de son opération au Mali, la France n'a pas retrouvé le leadership qu'elle a toujours exercé aux côtés de l'Allemagne au sein de l'Europe.

Or jamais l'Europe n'a eu à ce point besoin d'une France forte, fédératrice et aux idées claires.

Monsieur le ministre, comment notre pays compte-t-il manifester l'impulsion politique dont l'Union européenne a besoin face à ses 25 millions de chômeurs et à son affaiblissement sur la scène politique internationale ?

Sur quelles alliances et sur quelles priorités économiques la France peut-elle redonner à l'Europe l'unité qui lui fait si cruellement défaut ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des affaires européennes.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé des affaires européennes*. Madame Nicole Ameline, je regrette vraiment beaucoup, en écoutant votre question, que nous n'ayons pas eu l'idée de vous convier à venir écouter le discours du Président de la République au Parlement européen hier car vous auriez vu toutes les sensibilités politiques représentant tous les pays du Parlement européen applaudir debout le discours du Président de la République, en particulier les orientations qu'il préconise pour l'Europe et pour le budget de l'Union européenne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Je regrette vraiment très sincèrement que vous n'ayez pu assister au Conseil affaires générales qui s'est tenu lundi à Bruxelles et qui a été l'occasion pour l'ensemble des pays de l'Union européenne d'apporter leur soutien unanime à l'opération engagée par la France au Mali. Ces pays ont reconnu le rôle de leader et de précurseur que nous avons joué sur cette affaire et ils ont remercié la France pour l'action qu'elle a engagée. Ils l'ont soutenue et ont confirmé les moyens qu'ils avaient décidé d'apporter à cette opération, moyens aussi bien militaires que financiers, lesquels ont également été confirmés à l'occasion de la conférence des donateurs d'Addis-Abeba, à laquelle participait le ministre des affaires étrangères.

Je regrette que vous n'ayez pas pu davantage participer, à l'occasion du dîner qui s'est tenu avec Herman Van Rompuy,...

M. Yves Fromion. Nous n'étions pas invités !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. ...à une discussion entre les ministres des affaires européennes. Vous auriez alors constaté combien la position de la France est équilibrée. Elle veut un bon budget pour l'Union européenne qui ne se réduise pas à une négociation sur des coupes et des rabais pour faire de la croissance, elle veut mener une bonne politique agricole commune et une politique de cohésion qui permette de dégager de la croissance. Ces actions portées par la France ont reçu un accueil et un soutien sans faille des pays de l'Union européenne. C'est dans cet esprit que nous abordons la négociation de la fin de la semaine et nous sommes convaincus que, grâce à notre position centrale et européenne, nous parviendrons à un bon accord pour la croissance et pour l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 506

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 février 2013](#)